

12 août dans laquelle Washington annonçait que les États-Unis appliqueraient un blocus naval pour faire respecter les sanctions, et ce avant même l'adoption, le 25 août suivant, de la résolution 665 autorisant cette mesure.

Mais on peut dire, pour l'essentiel, que cette crise et la réaction du président Bush dans cette affaire pourraient marquer un virage important de toute la stratégie américaine de l'après-guerre vis-à-vis de l'ordre international. Alors que ses prédécesseurs ont eu tendance à faire fi de l'ONU, à ne pas tenir compte de ses avis, à contourner ses résolutions, voire à l'attaquer, le nouveau locataire de la Maison-Blanche a pris toutes les peines du monde pour travailler de concert avec l'Organisation mondiale et pour le dire à ses compatriotes.

Dès le début, les choses ont bien commencé, puisque d'emblée, les États-Unis ont cherché à défendre l'idée d'une réponse collective internationale organisée sous l'égide de l'ONU, pour justifier la légitimité de leurs propres actions. L'objectif de cette initiative consistait, pour les Américains, à faire échec à un acte d'agression perpétré dans une région stratégique et explosive du monde, sans pour autant s'attirer les foudres des Soviétiques ou des Chinois et sans alimenter les prétentions de Hussein au poste de champion de la cause arabe ou du tiers-monde.

Peu à peu, d'autres nations ont emboîté le pas aux Américains pour les aider à supporter les frais militaires et économiques de l'opération. La participation de pays arabes à cette dernière revêt une importance particulière. Il est évident que les États-Unis vont rester au poste de commandement militaire, mais si l'on veut véritablement répartir le fardeau, il va falloir que les responsabilités, elles aussi, soient davantage partagées, et cela, Washington le sait bien.

### **Une structure de commandement onusienne ?**

Même si le nombre de membres des Nations Unies et le contexte international ont considérablement changé depuis 1950, le seul exemple historique d'opération onusienne mise sur pied en réponse à une invasion est celui de la Corée du Sud. Les forces militaires déployées en Corée relevaient techniquement de l'ONU, mais en réalité,